

CHIFFRES CLÉS

ARS BRETAGNE // 2018





Démographie

Une région attractive...

5,1 %

de la population française soit **3 336 643 habitants** en 2017

3 604 347 habitants à l'horizon 2030

3 905 357 habitants à l'horizon 2050

(projections de population)

0,5 %

de croissance moyenne annuelle de la population entre 2010 et 2018

(France : 0,4 %)

> due au solde naturel + 0,1 %
(France : 0,3 %)

> due au solde migratoire + 0,4 %
(France : 0,1 %)

23,7 %

de Bretons de moins de 20 ans en 2017 (France : 24,1 %)

... et vieillissante

avec une tendance qui devrait se poursuivre à l'horizon 2030

10,3 %

des Bretons ont 75 ans et + en 2017

(France : 9,3 %)

3,6 %

des Bretons ont plus de 85 ans en 2017

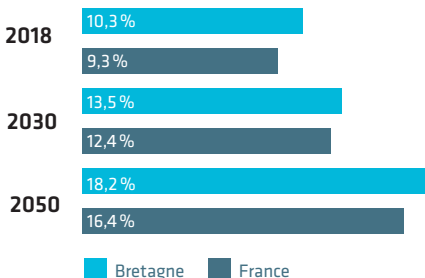
(France : 3,2 %)

9,9 ‰

c'est le taux brut de natalité en Bretagne en 2016

(France : 11,5 ‰)

Part des plus de 75 ans dans la population





État de santé

Une amélioration générale de l'état de santé des Bretons...



Espérance de vie entre 2000 et 2016

de 74,2 ans à

78,3 ans

(France : 79,3)

de 82,4 ans à

84,9 ans

(France : 85,3)

Espérance de vie à 60 ans entre 2000 et 2015

de 19,8 ans à

22,4 ans

(France : 23,1)

de 25,2 ans à

27,2 ans

(France : 27,5)

... mais certains indicateurs de santé encore défavorables

Sur la période 2012-2014 pour 100 000 habitants :

783 décès contre 739 au niveau national

224 décès pour cause de cancer (France : 216)

204 décès pour cause de maladies de l'appareil circulatoire (France : 179)

54 décès pour cause de maladie respiratoire (France : 47)

Un taux standardisé de mortalité prématurée (avant 65 ans) plus élevé que la moyenne nationale

Hommes : 288 / France : 249

Femmes : 119 / France : 117

... en particulier en matière de santé mentale et d'addictions

Un taux standardisé de **mortalité par suicide** de 23,1 pour 100 000 habitants (14,4 en France)

Un taux de prévalence standardisé des **affections psychiatriques de longue durée** de 2 575 pour 100 000 habitants (2 051 en France)

Un taux standardisé de mortalité prématurée pour les **3 causes les plus directement liées à l'alcool** de 21,7 pour 100 000 habitants (16,3 en France)

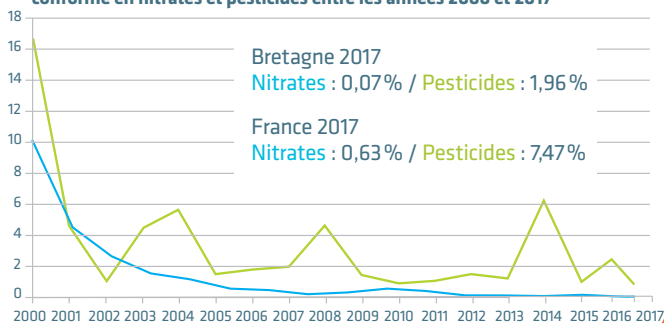


État de santé

L'environnement, un déterminant de notre état de santé en amélioration

Qualité des eaux :

Pourcentage de la population bretonne ayant été exposée à une eau non conforme en nitrates et pesticides entre les années 2000 et 2017



Source : ARS Bretagne

Nitrates

La reconquête de la qualité des eaux brutes, l'abandon de certains captages et la mise en œuvre de mesures correctives (traitement de dénitrification ou mélange d'eau) ont entraîné, depuis plus de 15 ans, une baisse des teneurs en nitrates dans les eaux distribuées en Bretagne.

Pesticides

L'amélioration enregistrée depuis une vingtaine d'années est due à la baisse des teneurs observées dans les eaux brutes et à la généralisation des traitements d'élimination par charbon actif. Les non-conformités résiduelles sont dues à la confluence de pics de concentration dans les eaux brutes et de mauvaises maîtrises des traitements.

Un bon classement sanitaire des zones de baignade

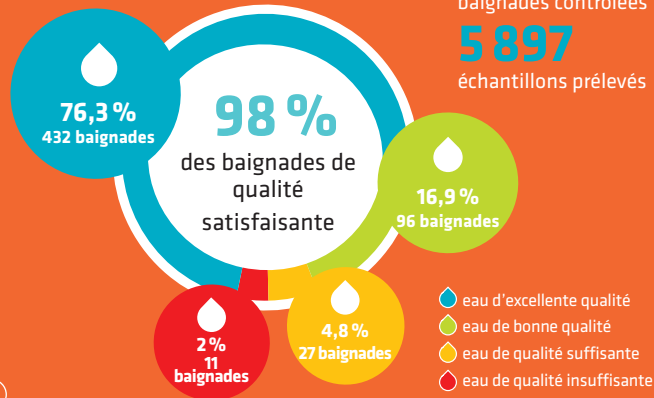
Saison 2017

566

baignades contrôlées

5 897

échantillons prélevés



- eau d'excellente qualité
- eau de bonne qualité
- eau de qualité suffisante
- eau de qualité insuffisante

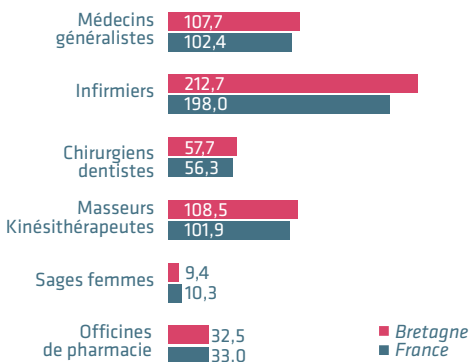


Offre en santé et accès aux soins

Une offre de santé de proximité plutôt favorable...

La Bretagne présente une densité de professionnels de santé de premier recours comparable voire supérieure à la moyenne nationale.

Densité de professionnels libéraux pour 100 000 habitants en 2018



Source : DEMOPS 2018, DEMOPS 2016 (Masseurs-Kinésithérapeutes), CNOF (officines).

... mais des inégalités territoriales renforcées par le vieillissement de certaines professions (au 01.01.2018)

+ de **41,1** %
des médecins
généralistes libéraux
ont plus de 55 ans
(France : 50,5 %)

+ de **47,3** %
des médecins
spécialistes libéraux
ont plus de 55 ans
(France : 53,9 %)

+ de **35,6** %
des chirurgiens
dentistes libéraux
ont plus de 55 ans
(France : 37,4 %)

52,2 % des médecins libéraux ont plus de 55 ans
dans le territoire de démocratie en santé de Pontivy/Loudéac



Offre en santé et accès aux soins

Une offre moins favorable pour les spécialistes

La densité des médecins libéraux est inférieure en Bretagne
pour les spécialistes

6 010
Médecins libéraux
(généralistes et spécialistes)

182,5
Densité pour 100 000 habitants
(France : 196)

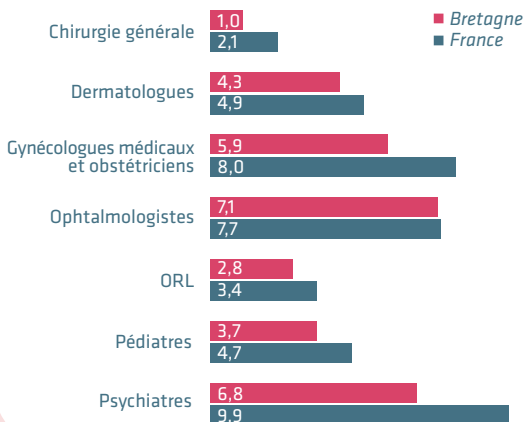
dont **3 547**
généralistes

107,7
Densité pour 100 000 habitants
(France : 102,4)

dont **2 463**
spécialistes

74,8
Densité pour 100 000 habitants
(France : 93,6)

Densité de spécialistes libéraux pour 100 000 habitants en 2018



Source : DEMOPS 2018

Un renouvellement générationnel progressif

1298 internes en médecine (hors pharmacie - biologie pharmacie - odontologie) des subdivisions de Bretagne ont été affectés durant le semestre allant de novembre 2017 à mai 2018.

Des taux d'équipement en établissements médico-sociaux supérieurs au niveau national

> Champ des personnes âgées au 01.01.2017

EHPAD

117,2

places pour 1000 habitants de 75 ans et +
(France : 100,4)

EHPAD + USLD

122,2

lits médicalisés
(France : 105,5)

> Champ des personnes en situation de handicap au 01.01.2017

4 places en établissement et services par le travail (ESAT) pour 1 000 habitants de 20 à 59 ans (France : 3,6)

3,4 places en services d'éducation spécialisée et de soins à domicile (SESSAD) pour 1 000 jeunes de moins de 20 ans (France : 3,2)

Un moindre recours aux soins hospitaliers, sauf en psychiatrie

Taux de recours aux soins hospitaliers au 31.12.2017 :

Séjours pour 1000 habitants

Médecine

107,3

(France : 113,0)

Chirurgie

82,2

(France : 86,3)

Obstétrique

16,8

(France : 17,9)

Taux de recours aux soins hospitaliers au 31.12.2016 :

Journées pour 1000 habitants

Psychiatrie

354,2

(France : 269,0) au 31.12.2016

Soins de Suite et de Réadaptation

433,2

(France : 503,7) au 31.12.2017

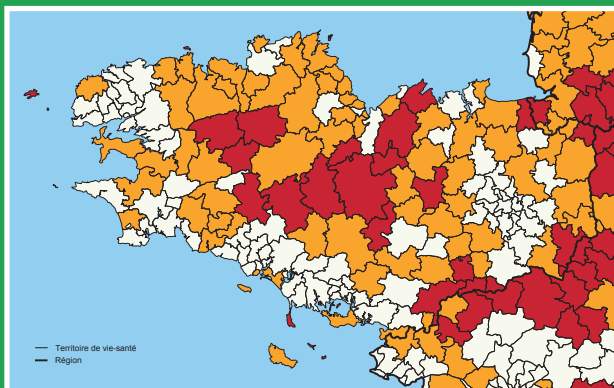


Zoom Zonage Médecin

L'ARS Bretagne vient d'arrêter le nouveau zonage médecin. Celui-ci détermine le niveau des aides auxquelles les médecins s'installant sur ces territoires peuvent prétendre.

Ce nouveau découpage accroît de manière significative la part de la population résidant sur des zones éligibles à la totalité des aides qui passe de 5 à 10 %.

Zonage médecin 2018



■ ZIP - Zones d'Intervention Prioritaire

32

Territoires
de vie-santé

10 % de la population

soit 324 761 personnes

■ ZAC - Zones d'Action Complémentaire

68

Territoires
de vie-santé

32 % de la population

soit 1 055 987 personnes

■ Zones de vigilance

83

Territoires
de vie-santé

58 % de la population

soit 1 877 959 personnes

ZIP : zones éligibles à l'ensemble des aides à l'installation (aides conventionnelles de l'assurance maladie, aides de l'ARS, aides fiscales et aides des collectivités territoriales)

ZAC : zones éligibles aux aides de l'ARS et aux aides des collectivités territoriales

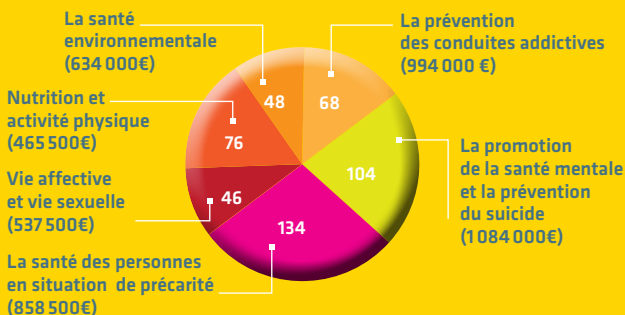
Zones de vigilance : zones non éligibles aux aides à l'installation mais qui peuvent, en revanche, bénéficier d'un accompagnement dans la mise en place d'un exercice coordonné pluri-professionnel.



Politiques clés

Une politique de prévention adaptée aux problématiques de santé des Bretons

Nombre d'actions financées en prévention (2017)



2

campagnes annuelles régionales de dépistage des cancers organisées

Cancer du sein : 57,2 % de participation au dépistage organisé sur les femmes de 50 à 74 ans sur la période 2016-2017 (France : 50,2 %)

Cancer colorectal : 38,7 % de participation au dépistage organisé sur les hommes et femmes de 50 à 74 ans sur la période 2015-2016 (France : 33,5 %)

Une politique de coordination des parcours de santé

Au 01.01.2018, on comptabilise :

94

maisons de santé pluridisciplinaires ou pôles de santé en fonctionnement

91

centres de santé

21

réseaux de santé

19

MAIA installées (Méthode d'Action pour l'Intégration des services d'aide et de soins dans le champ de l'Autonomie).

Une politique de soutien aux alternatives à l'hospitalisation en 2017

55,1 % de l'activité chirurgicale comprenant un acte opératoire est réalisée en ambulatoire en Bretagne (55,9 % en France)

100 %

de la population bretonne peut avoir accès à une structure d'hospitalisation à domicile



Politiques clés

Une politique de contractualisation et de territorialisation au 30.06.2018 :

8 Groupements hospitaliers de territoire qui fédèrent les établissements de santé publics et coopèrent avec les acteurs du secteur privé

10 Contrats Locaux de Santé en cours qui mobilisent les élus, les usagers, les professionnels de santé, les professionnels du social et du médico-social

Une politique en faveur des établissements pour les personnes âgées et des personnes en situation de handicap

En 2017, dans le cadre de la première année de mise en place de la réforme tarifaire, les EHPAD ont pu bénéficier de crédits pour se rapprocher de leur dotation plafond. 7 millions d'euros à titre pérenne ont été mobilisés en Bretagne à cette fin. Sur le secteur du handicap, 6,8 millions d'euros ont servi à créer des places nouvelles ou à renforcer des places existantes. Par ailleurs, l'ARS Bretagne a sélectionné 16 opérations d'investissement pour des ESMS Personnes Agées et Personnes en situation de Handicap avec un accompagnement financier de 11,3 millions d'euros en crédits non pérennes. Sur les Contrats Locaux d'Amélioration des Conditions de Travail (CLACT), en 2017, l'ARS Bretagne a choisi de soutenir les ESMS du secteur du handicap, accompagnant à hauteur de 1,2 million d'euros avec des crédits non reconductibles pour des rails de transfert et des formations sur les Risques Psycho-Sociaux (RPS) et les Troubles Musculo-Squelettiques (TMS).

Une capacité renforcée de réponse aux situations sanitaires exceptionnelles :

2 992 signaux sanitaires reçus au point d'entrée unique de l'ARS (H24.J7)

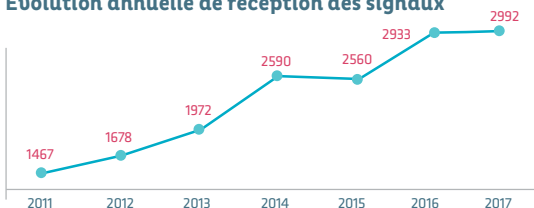
26 évènements ou situations sanitaires exceptionnelles gérés dont 18 dans le cadre d'un exercice

712 évènements indésirables en structures sanitaires ou médico-sociales

106 signaux en lien avec une vigilance sanitaire

616 signaux relatifs à des maladies à déclaration obligatoires (MDO) 1111 pour des pathologies hors MDO

Évolution annuelle de réception des signaux

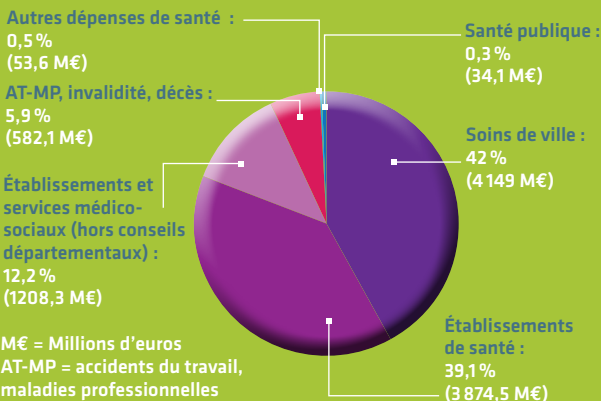




Données financières

En 2017, les dépenses de santé en région Bretagne s'élèvent à plus de 9,9 milliards d'euros, en progression de 2,4 % par rapport à 2016. Le niveau national enregistre une hausse de 2,3 % de ses dépenses.

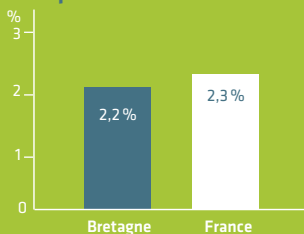
Dépenses de santé en Bretagne



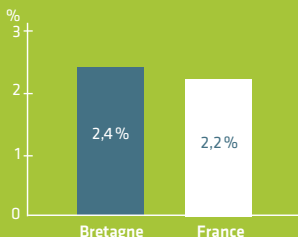
Zooms par postes de dépenses

Taux d'évolution 2016/2017

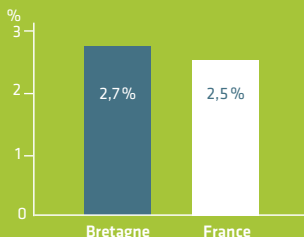
Dépenses de soins de ville



Dépenses des établissements de santé



Dépenses des établissements et services médico-sociaux (hors conseils départementaux)



SOURCES ET DÉFINITIONS :

Thématique DÉMOGRAPHIE :

> Sources : INSEE, état civil (données domiciliées)

> Source : INSEE - Estimations de population (résultats provisoires arrêtés fin 2017).
Projection de population Omphale 2017 (scénario central)

Thématique ÉTAT DE SANTÉ :

> Sources : INSEE, ORS Bretagne, INSERM CepiDc, ARS Bretagne, SISE-baignades, Campagne annuelle de surveillance des cyanobactéries, résultats de la qualité des eaux de baignades / saison 2017

> Définitions

le taux de mortalité prématurée comptabilise le nombre de décès toutes causes confondues survenus avant l'âge de 65 ans. Le taux standardisé est calculé en pondérant les taux de mortalité spécifiques par âge et sexe, par la structure d'âge et sexe de la population de référence (population française de 2012).
Le taux de prévalence est le nombre de cas de maladies enregistrés pour une population déterminée et englobant aussi bien les nouveaux cas que les anciens cas.

Thématique OFFRE EN SANTÉ ET ACCÈS AUX SOINS :

> Sources : RPPS, ADELI, DémoPS avec remplaçants, FNPS, DREES, ARS, FINESS, PMSI, INSEE, distancier METRIC.

Les soins urgents incluent les services d'urgences, les services mobiles d'urgences et de réanimation (SMUR) et leurs antennes, les médecins correspondant SAMU, l'HéliSMUR et les hélicoptères de la sécurité civile

> Définitions

Le taux de recours brut rapporte le nombre de séjours/journées/venues de la population domiciliée d'une zone géographique au nombre d'habitants de la zone.

Le taux de recours standardisé (âge, sexe) de la population domiciliée d'un territoire indique quel serait le taux de recours du territoire s'il avait la structure de population nationale.

Les taux de recours aux soins hospitaliers sont des taux de recours standardisés. Pour la psychiatrie, c'est le taux de recours standardisé pour une prise en charge à temps plein. Concernant le SSR, c'est le taux de recours standardisé en hospitalisation complète

Thématique LES POLITIQUES CLÉS DE L'ARS :

> Sources : Santé publique France - Données 2016 et 2017 des structures départementales du dépistage organisé du cancer du sein et du cancer colorectal.

ARS Bretagne - enquête auprès des établissements de santé, PMSI, INSEE

> Définitions

Taux de participation : rapport entre le nombre de personnes dépistées sur deux années et la population cible INSEE de laquelle ont été soustraites les personnes exclues sur cette période (pour des raisons médicales).

Taux de chirurgie ambulatoire : Le taux global de chirurgie ambulatoire est calculé selon le nouveau périmètre (GHM en C + 7 GHM, sans nuitée) sur le total de la chirurgie (GHM en C + 7 GHM)

ZOOM ZONAGE MÉDECIN 2018

Arrêtés Bretagne, Pays de la Loire, Normandie

Pour plus d'information : Le Portail d'accompagnement des professionnels de santé (PAPS).

Méthodologie régionale :

Elle s'appuie sur des données actualisées de l'offre de soins au 1^{er} janvier 2018 et prend en considération :

- L'accès à l'offre de soins (densité des médecins généralistes de 65 ans et moins)
- Son évolution (densité des médecins généralistes de 62 ans et moins, et niveau d'attractivité du territoire)
- La caractérisation de la population (précarité/état de santé)

THÉMATIQUE DONNÉES FINANCIÈRES

> Sources : Etat financier relatif aux dépenses 2017 - Secrétariat Général des ARS
Dépenses collectives de santé, prises en charge par l'assurance maladie et l'État.